

# Coordonnées du débat Tous gagnants ! La politique, un monde de *winners*

*Bérénice Boulanger*

« Coordonnées du débat » est une série de textes présentant des réflexions sur les caractéristiques du débat public contemporain, tout particulièrement, du débat en ligne. Entre retour réflexif et viatique pour les réseaux sociaux, elle se fonde sur l'idée qu'une part non négligeable de ce qui peut être vécu aujourd'hui comme une crise du politique s'enracine dans la manière dont nous débattons (ou pas) de la chose publique.

Au lendemain d'un scrutin, fût-il communal, il est de tradition que tout le monde ait gagné. Qu'on se maintienne en sièges ou en voix, qu'on soit moins mauvais qu'annoncé ou excellent dans les villes de plus de 20 000 habitants au sud du Sillon Sambre et Meuse, chacun se dit satisfait de ses résultats. Sans doute est-il difficile de reconnaître sa défaite quand on s'est donné sans compter, peut-être le rapport de force est-il une seconde nature au point que toute reconnaissance d'un revers apparaît comme un péril mortel, probablement est-il inenvisageable, après s'être paré de mille vertus, d'admettre qu'elles ne furent pas reconnues par l'électeur. Les hypothèses sont nombreuses.

Quoi qu'il en soit, l'objet de ce texte n'est pas de psychanalyser-de-comptoir nos aspirants mandataires. Il est plutôt de nous pencher sur la teneur de leurs discours de victoire. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés à un corpus de

déclarations de victoire, diffusées directement par voie de communiqué, via les réseaux sociaux ou via la presse quotidienne.

Nous avons considéré les déclarations des responsables des partis (présidents ou ténors) à propos du score global de leur formation, ainsi que les interventions des candidats eux-mêmes interprétant leurs résultats au niveau local. Le qualificatif de « perdants » a donc logiquement été attribué, d'une part, aux premiers lorsqu'ils appartenaient à une formation ayant subi un reflux significatif (PS, MR, CDH, mais aussi N-VA et Vlaams Belang à Bruxelles) et, d'autre part, aux candidats qui ont fait un résultat médiocre ou dont la liste, malgré, éventuellement, leur propre résultat honorable, a connu un revers significatif dans leur commune.

La notion de revers est bien entendu malaisée à définir et dépend largement du point de comparaison retenu. Faut-il se

soucier des sondages ? Faut-il considérer tout recul, même lorsqu'on sait que le pouvoir use et fait quasi systématiquement baisser les résultats de ceux qui l'ont exercé ? Faut-il prendre en considération les ambitions annoncées par les candidats, fussent-elles démesurées ? Nous avons choisi de considérer toute baisse significative comme un échec, de même que le fait de ne pas atteindre les objectifs clairement proclamés. Ainsi, ceux qui n'ambitionnaient que de se maintenir à leur niveau précédent et ceux qui avaient annoncé *urbi et orbi* qu'ils détrôneraient la majorité en place ou qu'ils visaient une progression spécifique<sup>1</sup> sont-ils, de notre point de vue, des perdants dès lors qu'ils ont manqué l'objectif qu'ils s'étaient assignés. En effet, ce qui nous intéresse est moins l'établissement d'une échelle absolue de la réussite qu'une analyse des discours consécutifs à une déception. C'est donc la gestion discursive du décalage entre le rêve et le résultat qui nous intéresse ici.

Un de nos postulats de base sera par ailleurs que les êtres humains et, parmi eux, les politiques, sont largement égaux dans la défaite. Aussi ne tenterons-nous pas d'établir des distinctions par partis ou par orientation politique supposée. Nous sommes par ailleurs convaincus que les observations que nous ferons auraient pu être faites et pourront encore l'être à propos d'autres vaincus dans le cadre d'autres scrutins et concernant d'autres formations politiques.

Notons encore que nous nous intéressons aux négations ou minimisations de la défaite. On ne trouvera pas ici les candidats qui, en toute humilité, ont reconnu leur revers dans toute son ampleur.

## Se taire ?

La première question qui semble se poser, pour un candidat déçu, est celle de l'opportunité de communiquer sur le résultat du scrutin. Certains feront assaut de communiqués triomphalistes, retournant les mêmes chiffres dans divers sens, produisant des infographies et multipliant tweets et statuts Facebook. D'autres, au contraire, feront mine de rien et resteront aussi silencieux que possible.

Mine de rien, c'est ce que fait Elio Di Rupo qui ne dit mot sur l'important retrait socialiste dans sa ville, ni sur son très décevant score personnel. C'est également l'attitude de Didier Reynders quand il interrompt une interview pour ne pas répondre à une question relative au revers subi par les libéraux bruxellois<sup>2</sup>.

Un excellent exemple du contraste entre le silence et la communication tous azimuts est montois. La ville de Mons voyait s'affronter, en un « combat des chefs » surmédiatisé, le socialiste Nicolas Martin — dauphin d'Elio Di Rupo bien qu'en délicatesse avec celui-ci — et le libéral Georges-Louis Bouchez. Le premier, malgré un score personnel considérable (et supérieur à celui de son mentor) a vu sa liste reculer fortement, mais conserver de justesse sa majorité absolue. Il a opté pour une stratégie de relative discrétion. Si la presse s'est fait l'écho de son bain de foule au soir de sa « victoire » et d'une déclaration de sa satisfaction, il est ensuite resté peu disert. Il faut dire qu'en position de négocier une coalition à Mons, il n'avait aucun intérêt à crier victoire. Le fait d'être le prochain bourgmestre remplissait parfaitement cette fonction.

À l'inverse, le second, qui a aussi vu son score personnel progresser et dont la liste a enregistré une estimable progres-

1 | À l'image de l'ambition d'Olivier Maingain d'enranger une centaine de conseillers communaux en Wallonie (pour cinquante-six effectivement remportés). Bierné M., « Défi, l'autre perdant des élections », *lesoir.be*, 19 octobre 2018, <https://bit.ly/2FoNhoA>.

2 | « Communales : Didier Reynders met fin à une interview après une question sur le score du MR », *Le Soir Plus*, 21 octobre 2018, <https://bit.ly/2PXjZS1>.

sion, mais qui a perdu son pari de déboulonner le PS et d'atteindre le maïorat, fut l'auteur prolifique de communiqués triomphalistes, de tweets victorieux et de discussions en ligne contredisant tout qui oserait douter de son plein succès.

Ces deux perdants — au sens défini ci-dessus — se distinguent donc par des attitudes fort différentes. Visant tous deux l'exercice du pouvoir, on peut concevoir que celui qui le conserve s'estime suffisamment bien servi pour se passer de déclarations fracassantes, tandis que celui qui a échoué à l'emporter peut ressentir le besoin de faire oublier ses ambitions et de redéfinir l'étalon de sa réussite. L'ironie est qu'en fin de compte, c'est bien Georges-Louis Bouchez qui, en plaçant la barre très haut (détrôner le PS, ce qu'il s'efforcera de dire qu'il a réussi, comme nous le verrons), a défini que serait vainqueur celui qui serait bourgmestre<sup>3</sup>. Il a ainsi permis à Nicolas Martin de se considérer comme gagnant, tout en s'obligeant à gérer son échec. On le voit, la décision de s'exposer médiatiquement dans la défaite est sans doute liée à la nécessité de s'expliquer publiquement sur une discordance entre les ambitions affichées ou les attentes du public et de la presse, d'une part, et les résultats engrangés, d'autre part.

Dans le même contexte, Écolo et le PTB, qui n'avaient jamais imaginé conquérir une position dominante, peuvent, au vu de leur importante progression, considérer sans contorsions que leur victoire, pour n'être pas totale, en est bien une.

### Parler !

Mais, trêve de considérations annexes, entrons dans le vif du sujet : comment les perdants, quand ils décident de parler, proclament-ils leur victoire ou minimisent-ils leur défaite ?

3 | La presse ne s'y trompe pas, elle qui indique, le soir même des élections, qu'il n'a pas gagné son pari. « Mons : Nicolas Martin devient bourgmestre », RTBF Info, 14 octobre 2018, <https://bit.ly/2pU3zeq>.

### Mais qui a perdu ?

La première question qui se pose est bien entendu de désigner les perdants. C'est l'occasion, pour les candidats malheureux, de rappeler que la défaite est relative.

Un grand classique est de choisir un adversaire à désigner comme le véritable perdant, ne serait-ce que parce qu'il a encore plus souffert. Olivier Maingain, déçu du résultat de Défi à Bruxelles, affirme ainsi : « Ce qui me rassure, c'est que nous gardons le même nombre d'élus et que nous ne payons pas le prix de l'avancée forte d'Écolo, contrairement aux autres partis traditionnels.<sup>4</sup> »

On voit par ailleurs Charles Michel affirmer que « ceux qui ont été très durs contre le gouvernement fédéral, le parti socialiste spécialement, ne tirent pas les bénéfices de cette opposition extrêmement dure<sup>5</sup> ». Sophie Wilmès ira plus loin : « Tous les partis traditionnels se tassent. Là où le MR perd une voix, le PS en perd deux<sup>6</sup> ».

Si les urnes ne nous ont pas été entièrement favorables, l'ennemi est également défait et plus que nous. À cette aune, notre échec peut apparaître comme une demi-victoire. L'utilité de la référence à la défaite de l'adversaire peut aller jusqu'à une redéfinition de la victoire : celle-ci n'est plus l'obtention d'un score permettant de gouverner, elle n'est plus que le fait de provoquer la défaite de l'adversaire. Ainsi de Georges-Louis Bouchez qui, sur Twitter, affirme que « Le PS a perdu sa majorité absolue à Mons (44 %) par le travail de @MonsenMieux ! ». Puisqu'il s'était fixé comme objectif de défaire l'adversaire socialiste, la défaite de celui-ci ne peut que procéder de son

4 | Biermé M., « Défi, l'autre perdant des élections », *Le Soir Plus*, 19 octobre 2018, <https://bit.ly/2FoNhoA>.

5 | Messoudi H. et Crivellaro R., « Charles Michel (MR) : "L'écart PS-MR est historiquement bas" », RTBF Info, 15 octobre 2018, <https://bit.ly/2RXMf4r>.

6 | « Sophie Wilmès : "Tous les partis traditionnels se tassent. Là où le MR perd une voix, le PS en perd deux" », RTBF Info, 19 octobre 2018, <https://bit.ly/2q2KxT7>.

action et constituer sa victoire. Le rôle des autres formations politiques, qui progressent pourtant davantage tant en pourcentages absolus des votes que proportionnellement à leurs résultats précédents, est alors totalement ignoré.

Plus grave encore, c'est parfois la démocratie elle-même qui a perdu ; comme lorsqu'Opaline Meunier (Mons en Mieux !) affirme dans un tweet que « le premier parti de Wallonie, c'est le refus de l'offre présente ».

À sa manière, Cielte Van Achter (N-VA, Bruxelles) estime, elle, que sa ville a voté de manière ethnique et se dit perplexe : « Je me demande vraiment où est passée la classe moyenne, car les libéraux font aussi de mauvais résultats<sup>7</sup> ». La classe moyenne aurait donc perdu car incapable de faire accéder au pouvoir les formations qui la défendent.

### **Croyez-moi, j'ai gagné**

Il est bien évident que ces discussions sur l'identité du vrai perdant des élections n'empêchent pas le candidat déçu de clamer sa victoire.

Ainsi peut-on, comme Denis Ducarme, estimer que « Nous n'avons certainement pas à rougir de nos résultats en Wallonie<sup>8</sup> » ou, comme Modrikamen, président d'un PP lami-né, que les résultats présentent « de belles victoires et quelques petites défaites » (sur Facebook). Dans une capsule vidéo sur YouTube, le même affirmera avoir engrangé des résultats encourageants, voire formidables<sup>9</sup>.

De manière similaire, Elio Di Rupo, qui, rappelons-le, vient de vivre une défaite personnelle, doublée de celle de sa liste, soutient que « le PS réalise un excellent

résultat<sup>10</sup> ». De même, alors qu'il est loin d'avoir atteint les scores qu'il espérait et n'est pas parvenu à renverser la domination du parti socialiste, Georges-Louis Bouchez répète-t-il à plusieurs occasions sur Twitter qu'il a engrangé un résultat « historique » et qu'il a remporté « une victoire sur toute la ligne »<sup>11</sup>.

La victoire, cependant, n'est pas seulement collective, elle est aussi individuelle. Ainsi peut-on, mentionner sobrement son score personnel et sa réélection, comme Hamza Fassi-Fihri sur Facebook ou Richard Miller sur Twitter. Lorsque la liste a échoué, ça peut être une manière de le passer sous silence. On peut, moins modestement, en tirer des leçons en termes de crédibilité, comme Georges-Louis Bouchez qui, dans une interview citée sur Twitter par un supporter, relève que « Beaucoup m'ont critiqué, mais ce lundi matin, il sera compliqué de me prendre encore pour un farfelu. Je ne suis plus qu'à 2700 voix d'Elio Di Rupo alors que je me trouvais à 12 000 voix de lui en 2012 » (nous reviendrons ci-dessous sur cette présentation des chiffres).

Plus fort, Els Ampe (Bruxelles, OpenVLD) affirme sur Facebook que son score est « le meilleur qu'elle ait réalisé au niveau communal et le plus haut de l'ensemble des néerlandophones de la Région bruxelloise » (nous traduisons)... même si ce dernier point est faux. De même, Benoit Lutgen, à la tête d'un parti défait, mais victorieux sur ses terres, peut-il lancer à ses partisans que « c'est une magnifique victoire<sup>12</sup> ».

C'est là une des pratiques les plus courantes : mettre en valeur le succès personnel et, par là, minimiser l'échec

7 | Justaert M., « 'Brussel heeft etnisch gestemd' », *De Standaard*, 16 octobre 2018, <https://bit.ly/2zQd176>.

8 | Buxant M., « Les libéraux font tout pour masquer leur gueule de bois », *L'Écho*, 17 octobre 2018, <https://bit.ly/2OKYDCJ>.

9 | Le Peuple TV, Débriefing élections communales 2018 (rediffusion live), 2018, <https://bit.ly/2PvFqKs>.

10 | Di Rupo E., « Déclaration d'Elio Di Rupo, président du PS », PS.be, 14 octobre 2018, <https://bit.ly/2za3x7r>.

11 | Rédaction, « "Une victoire sur toute la ligne", estime Georges-Louis Bouchez », *7sur7.be*, 15 octobre 2018, <https://bit.ly/2qOMqn6>.

12 | « Élections 2018 : "Nous restons la troisième force politique", se réjouit Benoit Lutgen », *lavenir.net*, 14 octobre 2018, <https://bit.ly/2zbezJp>.

collectif. Ainsi, Olivier Destrebecq, à La Louvière (MR), poste-t-il sur les réseaux sociaux un panneau le représentant, sur lequel on peut lire « Grâce à vous j'ai pu augmenter mon score personnel, MERCI ! ». De son côté, Viviane Teitelbaum, dans un statut Facebook, relève que son résultat personnel a connu « 30 % d'augmentation par rapport à 2012 », alors que son parti, le MR, a perdu le pouvoir à Ixelles, où elle se présentait. Quant à Olivier Maingain, il s'appuie sur son score personnel pour rejeter sa responsabilité dans les mauvais résultats de Défi. Il a en effet été mis en cause par des membres de son parti, notamment du fait de ses multiples cumuls de mandats. Il indique donc qu'il n'est pas personnellement perdant : « Je pense que mon succès à Woluwe-Saint-Lambert s'explique par ma sincérité. Les électeurs n'ont pas envie que les politiques jouent aux chaises musicales constamment. Ils veulent qu'on assume les fonctions.<sup>13</sup> » En quelque sorte, s'il cumule et conserve ses mandats de longues années, c'est à la demande du peuple.

On le voit, la défaite n'empêche pas de crier victoire et l'échec collectif peut être compensé ou masqué en se rabattant sur un triomphalisme strictement personnel. On peut à cet égard se demander dans quelle mesure l'insistance sur la victoire personnelle n'est pas, parfois, une manière de prendre ses distances par rapport à sa liste, pour souligner que l'échec collectif n'a pas touché l'ensemble des candidats de la liste, que l'on demeure invaincu. Les colistiers apprécieront.

### **Remettre en perspective**

Pour soutenir, contre vents et marées, que le résultat engrangé est une victoire ou à tout le moins un score satisfaisant... ou, au minimum, un résultat honorable, une remise en perspective peut s'avérer fort utile. Il ne faut en effet pas

prendre les chiffres dans leur apparente brutalité, mais leur donner un sens en les considérant sous l'angle approprié.

Un des grands classiques est bien entendu la comparaison avec un scrutin précédent. Ainsi, dans un communiqué de presse, Olivier Chastel met-il en exergue le fait que « déjà 98 bourgmestres [sont acquis] en Wallonie, à Bruxelles et en périphérie. Le Mouvement réformateur en avait 99 sous la précédente législature » (communiqué de presse du MR). Cet élément sera également utilisé par Charles Michel<sup>14</sup>.

Pour sa part, Georges-Louis Bouchez martèle littéralement que son résultat est historique, puisque sa liste obtient 11 sièges, ce qui ne s'était plus vu depuis 1994 à Mons pour un groupe non socialiste.

Cette technique s'élève au niveau des Beaux-Arts lorsqu'un candidat présente sa liste comme un nouveau mouvement, quand bien même elle a été portée sur les fonts baptismaux et financée par un grand parti. C'est d'autant plus remarquable lorsque ce candidat compare les résultats de ce « nouveau mouvement » à ceux engrangés par la liste du sans-sans lors du scrutin précédent. C'est le cas de Mons en Mieux ! qui, à la fois, « obtient 11 sièges pour sa première élection » (Georges-Louis Bouchez, Twitter) et « gagne trois sièges »<sup>15</sup>.

Plus audacieuse est la comparaison avec un scrutin à venir, à l'image de celle de Benoit Lutgen, estimant que « le CDH va poursuivre son redéploiement grâce aux jeunes générations », le scrutin communal n'étant « qu'une étape vers le 27 mai » et ses élections régionales, fédérales et européennes. C'est aussi ce que fait Jonathan Martin (Défi), qui affirme : « On prend notre

14 | Messoudi H. et Crivellaro R., *op. cit.*, <https://bit.ly/2RXMF4r>.

15 | Rédaction, « "Une victoire sur toute la ligne", estime Georges-Louis Bouchez ».

13 | Biermé M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2FoNhoA>.

temps pour obtenir des résultats en se positionnant comme une alternative crédible et responsable<sup>16</sup> ». Le meilleur est donc à venir et la défaite peut même être un signe de grandeur.

Une autre manière de remettre des résultats en perspective est de comparer la défaite encaissée avec la débandade annoncée par les sondages. Ce fut le cas de MM. Michel et Chastel, le premier affirmant avec satisfaction : « Quand je regarde les résultats provinciaux, on est sensiblement au-dessus des sondages des derniers mois<sup>17</sup> ».

Évidemment, la comparaison avec les adversaires, déjà abordée ci-dessus, relève également d'une contextualisation. La défaite apparaît moins grave si l'adversaire a chuté davantage. Ainsi, dans l'interview précitée, Charles Michel poursuit : « On est relativement stable. Il y a une lourde défaite du parti socialiste. Et donc, il y a deux partis au coude-à-coude en Wallonie : le MR et le PS<sup>18</sup> ». En fin de compte, la défaite apparaît négligeable car elle ne modifie pas réellement les relations entre les deux ténors francophones, les partis montants n'étant que quantité négligeable.

On le voit, s'il est parfois inévitable de reconnaître une certaine défaite, il importe de lui donner de justes proportions, modestes, et de faire de même à propos de celle de l'adversaire, apocalyptique.

### **Les contorsions**

Rien ne soutient mieux une proclamation de victoire que des chiffres subtilement interprétés. Pour ce faire, il peut être utile de procéder à quelques contorsions.

La première tactique est de recourir à ce que les Anglo-Saxons appellent poétiquement le « cherry picking » :

choisir, parmi les éléments disponibles, ceux qui serviront le discours que l'on souhaite tenir. L'application la plus simple en est le choix entre les deux types de résultats fournis par le scrutin : les pourcentages de votes et ceux de sièges. Ainsi, Olivier Maingain, dans l'entretien précité, dit sa satisfaction d'avoir maintenu son nombre de sièges, relativisant l'importance des suffrages.

De même, celui qui gouverne grâce à une majorité de sièges peut-il feindre n'avoir pas perdu, tandis que celui qui le concurrençait peut se fonder sur les votes pour annoncer que le roi a été détrôné. C'est la situation montoise, puisque Nicolas Martin ne souffle mot des 44 % de voix obtenues par sa liste, pour se concentrer sur sa très courte majorité en sièges et son poste de bourgmestre. À l'inverse, Georges-Louis Bouchez répète à qui veut l'entendre que le Parti socialiste a perdu sa majorité (en voix), omettant de mentionner qu'il la conserve en sièges... ce qui est bien entendu déterminant pour l'exercice du pouvoir.

Il est cependant possible d'aller plus loin, par exemple en travaillant les chiffres au corps, plutôt que de se contenter de les sélectionner avec soin. Ainsi est-il possible de décomposer les sièges obtenus par un cartel, ou plutôt une liste d'ouverture, pour affirmer que l'adversaire n'a maintenu une majorité de sièges que grâce à un apport extérieur. C'est ainsi que, dans un tweet, infographie à l'appui, Georges-Louis Bouchez relève que les 23 sièges sur 45 obtenus par la liste socialiste montoise en incluent deux décrochés par des membres du mouvement Citoyen, lequel avait conclu un accord avec le PS. Le PS aurait donc perdu sa majorité en voix, mais aussi en sièges. Le procédé est d'autant plus frappant qu'il est utilisé par un candidat qui a lui-même œuvré à

16 | Biermé M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2FoNhoA>.

17 | Messoudi H. et Crivellaro R., *op. cit.*, <https://bit.ly/2RXMf4r>.

18 | Messoudi H. et Crivellaro R., *op. cit.*, <https://bit.ly/2RXMf4r>.

l'établissement d'une liste de cartel, au sens propre, et à la disparition de toute liste étiquetée MR. Or, si on applique le même traitement à ce cartel, il apparait que le nombre de candidats libéraux élus au conseil communal est passé de 8 à 5...<sup>19</sup> Au rang des présentations pour le moins particulières, figure également l'explication de ce dernier fait par Georges-Louis Bouchez : « en 2012, les 45 candidats étaient libéraux. Cette fois, nous n'étions que 14. Avec 5 élus, le ratio est donc favorable<sup>20</sup> ». Voilà que l'indicateur pertinent devient le ratio de candidats d'un parti élus sur une liste de cartel.

Dans la même veine, le dernier cité affirme, nous l'avons vu plus haut, qu'il a fortement progressé par rapport au bourgmestre sortant... omettant de préciser que la réduction de 11 828 à 2 688 de l'écart de voix de préférences qui les sépare est bien davantage due à la contreperformance d'Elio Di Rupo (de 14 378 à 7 664 voix, soit une chute de 6 714) qu'à sa progression personnelle (de 2 426 suffrages).

Notons encore la possibilité de jauger de sa victoire par rapport à un seuil symbolique élevé au rang de Graal, par exemple, un « plafond de verre des 20 % sur lequel se fracassaient tous les mouvements d'opposition au PS depuis un quart de siècle<sup>21</sup> ».

N'oublions pas que la victoire se marque aussi par la capacité à exercer effectivement le pouvoir et, partant, à intégrer des coalitions. Ce fait permet parfois d'attribuer la défaite, non à des scores médiocres, mais bien à des stratégies de l'adversaire. Ainsi, Olivier Chastel note-t-il que « Le MR stabilise son nombre d'élus locaux à Bruxelles,

mais cela ne se traduit pas par autant de participations du fait de l'excellent résultat d'Écolo et du choix du PS de nous écarter de plusieurs majorités ». Bref, plutôt qu'une défaite, il s'agit d'une non-victoire... voire d'un vol de victoire.

### **Trouver un coupable**

Puisque, dans bien des cas, il faut tout de même concéder un échec relatif, il peut être tentant de chercher un coupable... de préférence hors de ses rangs.

Bien entendu, des tensions internes ont pu se faire jour, comme lorsque des édiles bruxellois ont mis en cause Didier Reynders pour sa conduite de la campagne, que des membres de Défi ont critiqué le cumul de fonctions par leur président, alors que leur campagne avait été axée sur l'éthique<sup>22</sup>, ou encore que Charles Michel a affirmé « le nucléaire ne nous a pas aidés<sup>23</sup> », à destination de Marie-Christine Marghem.

Il n'empêche que les responsables sont avant tout extérieurs. Ainsi Olivier Chastel épingle-t-il « la séduction d'Écolo par Défi [qui] ne vise qu'à maintenir le PS à Bruxelles<sup>24</sup> ». Charles Michel, quant à lui, affirme : « Ils ont bien joué le coup et ont tout exploité, la peste porcine, le réchauffement climatique avec le rapport du Giec<sup>25</sup> ». Etienne Dujardin a repris cette explication, estimant que « L'actualité liée au climat a certainement joué dans le score d'Écolo aux communales, tout comme la diffusion du film de Yann Arthus-Bertrand *Home* par France 2 la veille d'une élection européenne en 2009 avait joué pour Cohn-Bendit<sup>26</sup> ». Sans doute un rè-

19 | Deffet É., « Georges-Louis Bouchez, l'exception libérale qui gagne », *Le Soir Plus*, lesoir.be, 16 octobre 2018, <https://bit.ly/2B972MG>.

20 | Deffet É., *op. cit.*, <https://bit.ly/2B972MG>.

21 | Deffet É., *op. cit.*, <https://bit.ly/2B972MG>.

22 | Biermé M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2FoNhoA>.

23 | Buxant M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2OKYDCJ>.

24 | « Olivier Chastel (MR) : "Oui, je suis déçu sur certains aspects locaux" », RTBF Info, 14 octobre 2018, <https://bit.ly/2Q1MaPE>.

25 | Buxant M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2OKYDCJ>.

26 | Dujardin É., « Pourquoi la gauche n'a pas encore gagné les élections de 2019 », *levif.be*, 18 octobre 2018, <https://bit.ly/2QEu0R8>.

glement rapide de cette question climatique permettra-t-il un retour à la normale pour le début 2019.

Dans le même ordre d'idée, Dominique Dufourny estime que la météo a joué un rôle important : « Les conditions climatiques exceptionnelles de ce dimanche ont fait que les gens ont pensé au réchauffement climatique<sup>27</sup> ». Nul désamour de l'électeur, nulle difficulté à convaincre. Au contraire, des circonstances défavorables face auxquelles, en fin de compte, les candidats et partis ont bien résisté.

Évidemment, la responsabilité peut être renvoyée vers la société, y compris par des candidats habituellement peu friands d'explications sociologisantes. Ainsi Alain Courtois a-t-il évoqué, comme cause de son échec (qu'il reconnaît donc), le fait que « le message néolibéral ne passe plus dans certains quartiers bruxellois, notamment au nord de Bruxelles<sup>28</sup> ». David Leisterh (MR), quant à lui, estime que « le MR doit retrouver un discours sexy », à l'image d'Écolo « qui séduit les jeunes et les bobos<sup>29</sup> ».

De manière similaire, et plus directe, Cielte Van Achter (N-VA), affirme que « Bruxelles a émis un vote ethnique<sup>30</sup> » (nous traduisons) et que les Bruxellois ayant des origines étrangères votent pour des personnes de même origine. Le Vlaams Belang renchérit en assénant (en français) sur Facebook que « L'évolution démographique, et plus particulièrement la fuite des autochtones bruxellois vers des contrées plus accueillantes et l'effritement de notre identité dans la

capitale, ne joue pas en notre faveur, c'est le moins que l'on puisse dire ». L'échec ne s'explique donc que par le Grand Remplacement, rien de moins.

Plus simplement, l'électeur est parfois accusé de n'avoir pas compris les projets politiques qui leur étaient proposés. Ainsi Charles Michel appelle-t-il les ministres libéraux à faire preuve de davantage de pédagogie d'ici le mois de mai<sup>31</sup>. Il y a visiblement un problème de communication. C'est ce que relève aussi Françoise Schepmans, qui s'estime incomprise<sup>32</sup>.

Défi souffre également de cette incompréhension, selon Michael François (sur Facebook) : « le projet de Défi à Bruxelles n'a pas été reconnu comme une alternative suffisamment crédible pour les Bruxellois. Vraiment dommage pour notre ville qui avait besoin aussi d'un projet de bon sens et incarné par une équipe sincère et qui aime Bruxelles ». Cela n'appelle pas nécessairement un changement de cap : si l'électeur n'y comprend rien, c'est de sa faute, surtout si le projet et l'équipe sont excellents. Ainsi, sans prendre de gants, Didier Gosuin assène-t-il : « Si l'électeur ne veut pas nous entendre, c'est dommage, mais la cohésion sociale est un enjeu majeur pour nous. C'est ma dernière campagne et je vais être cash : j'en ai marre de l'imbécillité belge qui consiste toujours à tenter de résoudre des problèmes réels à partir de solutions factices.<sup>33</sup> »

On notera encore que l'on peut rencontrer, en toute logique, chez les représentants de petits partis, une mise en cause du système électoral lui-même qui leur aurait volé la victoire. C'est le cas de Mischaël Modrikamen,

27| M.B., « Un résultat inattendu car on a fait du bon travail », *lavenir.net*, 16 octobre 2018, <https://bit.ly/2DntaV9>.

28| Ladeveze M., « Alain Courtois : “La politique, c'est fini. J'ai envie de devenir acteur de théâtre” », *LaLibre.be*, 16 octobre 2018, <https://bit.ly/2za7uJl>.

29| Chardon Fr., « Reynders en partie responsable de l'échec du MR bruxellois aux communales ? La jeune garde libérale s'exprime », *LaLibre.be*, 17 octobre 2018, <https://bit.ly/2PuDMcd>.

30| Justaert M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2zQd176>.

31| Messoudi H. et Crivellaro R., *op. cit.*, <https://bit.ly/2RXMF4r>.

32| « Françoise Schepmans (MR) : “Je prends acte de cette défaite” », *RTBF Info*, 17 octobre 2018, <https://bit.ly/2zbiDJP>.

33| Biermé M., *op. cit.*, <https://bit.ly/2FoNhoA>.

lorsqu'il estime que le système actuel de seuil d'éligibilité a frustré son parti d'au moins la moitié de ses élus.<sup>34</sup> La victoire lui a été volée par le système.

### Une démocratie de gagnants ?

Au terme de ce bref tour d'horizon, on ne peut que constater l'ampleur de l'éventail des discours de victoire ou de minimisation de la défaite produits par les perdants des dernières élections. Certes, le revers du MR au cours du dernier scrutin a pour conséquence que les membres de ce parti sont surreprésentés dans notre analyse, mais nous n'avons aucune raison de douter que, lorsque la roue aura tourné et que les perdants appartiendront à d'autres partis, les registres discursifs seront identiques. Il nous semble certain que cet article pourra être relu dans quelques mois ou années et restera pertinent, pour peu que l'on actualise les exemples cités en reprenant les propos d'autres candidats qui se présentaient sur d'autres listes.

Bien entendu, certains candidats malheureux ont reconnu sans ambages leur échec. Nous nous sommes ici concentrés sur les autres, ceux qui ne l'ont pas fait et nous n'avons donc pas pu leur rendre justice de leur franchise. Ce qui frappe, dans les discours retenus, c'est évidemment la difficulté à assumer publiquement l'échec, le refus du citoyen, le rejet de propositions programmatiques ou de personnalités politiques. Bien entendu, après une campagne éprouvante, durant laquelle il convenait de se présenter comme le meilleur candidat, porteur des meilleures propositions, il doit être difficile de passer instantanément à l'humilité la plus grande et de reconnaître que l'on s'est fourvoyé, ou, même que le citoyen a fait le choix d'autres propositions.

Parce qu'en fin de compte, si l'on adopte un point de vue peut-être naïf, on est tenté de considérer que les candidats

sont porteurs de projets qui leur tiennent à cœur, qu'ils défendent des propositions auxquelles ils croient et que les citoyens doivent retenir ou rejeter. Mais, il n'y a aucune raison que l'élection des uns ébranle les profondes convictions des autres et les amène à en changer. La constance dans l'adversité peut donc apparaître comme une vertu, du moins si la démocratie n'est pas un théâtre d'ombres où des pantins adoptent les positions qui séduiront le plus et que chacun se fait le porteur d'un projet correspondant à ses convictions les plus fortes.

Cependant, cela n'empêche nullement les candidats de reconnaître leur défaite. En effet, admettre son échec, convenir que le projet dont on est porteur n'a pas suscité l'adhésion des citoyens est une manière de participer au fonctionnement démocratique : en entérinant le choix de la population, en reconnaissant la légitimité de son choix et celle de l'élection des adversaires. La reconnaissance par l'opposition de la légitimité démocratique de la majorité n'est pas une question de détail. Elle suppose de reconnaître les gagnants des élections.

Dès lors, les attitudes consistant à supposer que la victoire fut volée, que le revers n'en est pas un ou que la raclée trouve son origine dans les caprices de la météo, ne peuvent apparaître que comme problématiques, du moins si elles ne sont pas que des attitudes visant à sauver la face et si elles reposent sur une intime conviction. Puisqu'admettre l'échec des uns et la victoire des autres revient à reconnaître que la démocratie a fonctionné, on peut à bon droit se défier de qui aurait à la fois cherché à exercer le pouvoir et serait incapable de concéder la légitimité de la victoire à son adversaire.

34 | Le Peuple TV, Débriefing élections communales 2018 (rediffusion live), <https://bit.ly/2PvFqKs>.